

Bordeaux



Thomas Cazenave entend appliquer la méthode La République en marche éprouvée à la présidentielle et aux législatives avant de déclarer si oui ou non il sera candidat. PHOTO GUILLAUME BONNAUD

Thomas Cazenave, un marcheur en chemin

MUNICIPALES Voilà des semaines que Thomas Cazenave (LREM) arpente le terrain bordelais. Il travaille avec son mouvement, ce qui le fait ressembler à un presque candidat

Xavier Sota
x.sota@sudouest.fr

Il ne dira pas s'il sera ou non le candidat de La République en marche à la mairie de Bordeaux. Pas maintenant en tout cas. Une affaire de calendrier - les investitures aux municipales démarrent au mois de juin - et de statut : il est actuellement délégué interministériel chargé de la réforme de l'État auprès d'Édouard Philippe et en politique. Par petites touches, il s'inscrit dans le paysage bordelais. Son visage apparaît au fil des publications de La République en marche sur les réseaux sociaux. Des petites touches, pour un « profil » qui a tout d'un presque candidat.

Méthode

Le quadragénaire n'avait pas échappé à Alain Juppé. Ces deux inspecteurs des finances s'étaient vus, appréciés et ont réfléchi ensemble à 2020. Mais cela, c'était avant la nomination au Conseil constitutionnel et la reconfiguration de la majorité municipale autour de Nicolas Florian.

Si les européennes scandent une étape importante pour le mouvement présidentiel, les municipales constituent également un enjeu majeur pour l'ancrage de LREM. La nouvelle politique respecte les fondamentaux. Ainsi, c'est avec lui qu'a été lancée la « Grande Marche » des quartiers bordelais. Des

réunions, des actions qui visent à « co-construire » un diagnostic et jeter les bases d'un programme.

Thomas Cazenave a reçu « Sud Ouest » en marge d'un atelier thématique sur la culture. « Bordeaux est à la fin d'un chapitre engagé en 1995. La fin de l'histoire n'existe pas, la question c'est : qu'est-ce que l'on veut pour la ville de demain ? », explique-t-il.

Un marcheur en chemin. Or celui-ci peut se révéler sinueux. Aussi s'en remet-il à la « méthode » éprouvée à la présidentielle et aux législatives. Il la connaît sur le bout des doigts en tant que pilier du programme présidentiel et de la structuration du parti. Il n'en dévié pas. Et relève un certain nom-

bre de « défis considérables » (lire ci-dessous) comme autant de fondamentaux pour le projet de Bordeaux et sa Métropole. « Nous proposons une méthode, un espace le plus large possible avec des marcheurs, les Bordelais, pour entamer ce nouveau chapitre ». Il balaie la question des alliances : « La question sera : est-ce qu'on se retrouve oui ou non autour d'un projet ? ». Il n'empêche, les rencontres et prises de contact avec les élus métropolitains, personnalités bordelaises vont bon train.

Ancrage

Le projet, la méthode au service d'une dynamique. Thomas Cazenave n'ignore pas que l'incarnation

LES QUATRE DÉFIS

Il revient à Thomas Cazenave de lancer et de clore chacune des réunions thématiques municipales de La République en marche. Un exercice lancé il y a plusieurs semaines. La phase de diagnostic touche à son terme avec la co-construction d'un programme proprement dit. À ce stade, il relève quatre défis.

L'inclusion sociale : « Bordeaux ne doit plus être une ville qui exclut. Il faut que les classes moyennes puissent y construire un projet. Il ne faut pas qu'elle se polarise davantage ».

La citoyenneté : « Il n'est pas de politique publique sans donner une

plus grande place aux citoyens. Je le vois dans mes responsabilités nationales, il faut remettre le citoyen au cœur des politiques publiques. »

La transition écologique : « On ne peut plus vivre la ville comme on le faisait avant. On ne peut pas s'en remettre aux grandes négociations internationales, il faut avancer plus vite et inventer un nouveau modèle ».

Enfin la culture : « Redonner une ambition et un souffle à la ville. Il y a le patrimoine qui est un élément d'identité et de fierté, mais en faire un espace de créativité ».

compte dans ce genre de batailles. Il aura à régler une question de notoriété. Mais prend soin de répondre au bruissement de la ville. Est-il le Parisien qui a laissé Bordeaux derrière lui ? « Mon ancrage est là, ce n'est pas un sujet ».

Né à Pellegrin, précise-t-il, il a grandi à la Bastide dans un milieu « normal » (son père était contrôleur du gaz, sa mère secrétaire). Il a entamé ses études à Bordeaux IV avant d'intégrer Normal sup Caen puis l'ENA. « Mes vacances, mes week-ends, ma famille, les cousins, c'est ici. J'aime ma ville. Y a-t-il quelque chose de honteux à mener une carrière à Paris ? »

Le « Bordelais » du cercle rapproché du président de la République travaille à l'implantation du parti en Gironde depuis 2016. Son profil techno ? « Si avoir des responsabilités, c'est être techno... », souffle-t-il. Quoi qu'il en soit, celui qui fut stagiaire ENA au cabinet d'Hugues Martin ne semble pas avoir oublié l'appréciation de celui qui était maire de Bordeaux. Il avait détecté de grandes qualités et préconisait qu'il s'engage dans la vie politique...



LE PIÉTON

a été surpris de voir un chapiteau installé à l'extrémité du Jardin botanique, en face de l'ancien restaurant Le Caillou. Relance d'un festival, après Jazz [at] Botanic en 2013 et 2014 ? Non, ils'agissait juste d'une cantine éphémère à l'occasion d'une journée de tournage du dernier film de Jan Kounen. Le réalisateur franco-néerlandais a choisi la Gironde pour l'occasion : Bordeaux, ainsi que Libourne et Le Cap-Ferret. « Mon cousin » - c'est le titre du film - sera une comédie mettant en scène les relations compliquées entre le PDG d'une grosse société de vins et spiritueux et son cousin gaffeur et immature. Les rôles principaux seront tenus par Vincent Lindon et François Damians. Et pour la sortie en salle, il faudra attendre avril 2020.

Saint-André : urgences en grève

SOCIAL Les syndicats ont annoncé hier une grève illimitée

Une intersyndicale FO, SUD, CGT a annoncé hier le début d'une grève illimitée aux urgences de l'hôpital Saint-André. « La population bordelaise s'accroît, le nombre de passages aux urgences de Saint-André augmente, pourtant les effectifs diminuent et ne sont pas en adéquation avec la réalité du terrain. Le recours systématique aux contractuels et temps partiels (un quart de l'effectif actuel) en désorganisant le service impacte directement la qualité des soins et d'accueil. Les infrastructures ne permettent pas une prise en charge dans le respect et la sécurité des patients », écrit l'intersyndicale dans un communiqué.



Grève aux urgences. ARCHIVES G.B.

Une délégation a été reçue deux fois par la direction, « une négociation qui ne s'est pas bien passée », estime un porte-parole. L'intersyndicale dénonce « une maltraitance institutionnelle générale et banalisée, un sous-effectif chronique, des congés refusés, des rappels à domicile incessants... Pour cela, nous rejoignons nos collègues de la France entière des urgences en grève. »

I. C.

SUD OUEST.fr

Retrouvez notre vidéo en ligne sur notre site

Abonnés.